



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.2/44/L.22\*  
31 octobre 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 12 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Allemagne, République fédérale d', Autriche, Australie, Brésil, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Guatemala, Haïti, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Ouganda, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Thaïlande et Union des Républiques socialistes soviétiques : projet de résolution

Action préventive et lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA)

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 43/15 du 27 octobre 1988, la résolution 1989/108, du 27 juillet 1989, du Conseil économique et social, les résolutions WHA 42.20, WHA 42.33 et WHA 42.34, du 19 mai 1989, de l'Assemblée mondiale de la santé, les autres résolutions pertinentes, la Déclaration de Londres sur la prévention du SIDA 1/ et les délibérations de la cinquième Conférence internationale sur le SIDA, qui s'est tenue à Montréal du 4 au 9 juin 1989,

Reconnaissant que l'Organisation mondiale de la santé est le chef de file incontesté de la direction et de la coordination de l'action préventive et éducative et de la lutte contre le SIDA, ainsi que des activités de recherche y relatives,

Notant avec satisfaction les efforts déployés par d'autres organismes des Nations Unies ainsi que par les gouvernements et les organisations non gouvernementales,

---

1/ A/43/341-E/1988/80, annexe, appendice I.

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.

Accueillant favorablement, en particulier, le Programme mondial de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte contre le SIDA et notant que l'Alliance OMS/PNUD pour la lutte contre le SIDA facilite l'exécution au niveau national de la stratégie mondiale de lutte contre le SIDA,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale, de l'Assemblée mondiale de la santé et du Conseil économique et social concernant la nécessité de respecter la dignité et les droits de l'homme de tous, y compris des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH/SIDA), de leur famille et des personnes avec lesquelles elles vivent,

Réaffirmant que la lutte contre le SIDA doit s'accorder avec les autres priorités nationales en matière de santé et les objectifs de développement et ne pas en détourner l'attention ni les ressources, et qu'elle ne doit pas détourner les efforts et les ressources nécessaires au niveau international pour répondre aux priorités globales en matière de santé,

Consciente que le SIDA peut avoir des conséquences économiques et sociales graves, en particulier dans les pays à forte incidence d'infection par le virus de l'immunodéficience humaine et où les services de santé publique et les autres ressources de développement sont limités,

Reconnaissant que, selon les circonstances individuelles et sociales, les femmes et les enfants peuvent courir un risque plus grand d'infection par le virus de l'immunodéficience humaine et risquent par ailleurs de souffrir des effets néfastes des conséquences indirectes du SIDA sur leur famille et leurs communautés,

Soulignant l'importance cruciale d'un milieu socio-économique favorable pour assurer l'exécution efficace des programmes nationaux de prévention du SIDA et le soutien des personnes atteintes du SIDA,

Reconnaissant qu'il est nécessaire que tous les secteurs de la société contribuent activement aux efforts déployés sur les plans international, national et local pour prévenir et combattre le SIDA et la propagation du virus de l'immunodéficience humaine,

Notant les progrès réalisés par la recherche scientifique en ce qui concerne l'amélioration du diagnostic et la mise au point de techniques et de produits pharmaceutiques propres à prévenir et à traiter la maladie, et soulignant l'importance de rendre ces techniques et produits pharmaceutiques disponibles dès que possible à un coût abordable,

1. Prend acte du rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur la stratégie mondiale de lutte contre le SIDA, ainsi que du rapport complémentaire sur les activités des organismes des Nations Unies relatives au SIDA 2/;

2. Prend acte avec satisfaction et se félicite des dispositions prises par le Secrétaire général, en étroite collaboration avec le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, pour veiller à ce que les organismes des Nations Unies coordonnent leurs efforts pour lutter contre la pandémie de SIDA, en application de la résolution 1989/108 du Conseil économique et social et de la résolution 43/15 de l'Assemblée générale;

3. Prie le Secrétaire général, compte tenu des graves menaces que la pandémie de SIDA fait peser sur le développement socio-économique de certains pays en développement, d'intensifier ses efforts, en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, tous les organismes compétents des Nations Unies et l'Alliance OMS/PNUD pour la lutte contre le SIDA, afin de mobiliser les ressources appropriées, techniques et autres, du système des Nations Unies en prenant, sur les plans de la recherche et des programmes, des mesures coordonnées pour faire régler cet aspect du problème;

4. Exhorte les Etats Membres à redoubler d'efforts pour lutter contre le SIDA et à encourager, appuyer et faciliter les efforts nationaux visant à prévenir toute nouvelle expansion du SIDA;

5. Demande aux institutions et organisations internationales, nationales et de recherche de coordonner leurs activités afin de fournir des éléments et d'apporter un soutien à la politique des comités nationaux de lutte contre le SIDA et à la Stratégie mondiale de lutte contre le SIDA de l'Organisation mondiale de la santé, selon des modalités adaptées aux conditions et aux besoins locaux;

6. Prie le Secrétaire général d'inviter le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, agissant en collaboration étroite avec les autres organismes des Nations Unies et sans préjudice des priorités et programmes en cours, à continuer à mettre au point et à perfectionner la stratégie mondiale de lutte contre le SIDA, et plus particulièrement :

a) A encourager les organisations non gouvernementales à contribuer à la mise en oeuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le SIDA en appuyant les efforts entrepris à l'échelon national;

b) A collaborer, selon qu'il conviendra, avec l'Office des Nations Unies à Vienne, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les gouvernements et les organisations non gouvernementales, dans le cadre des efforts qu'ils ont entrepris en vue d'élaborer :

- i) Des politiques, des programmes et des projets de recherche visant à faire face aux incidences du SIDA, y compris les problèmes qui touchent les femmes, et de mettre en lumière leur rôle essentiel dans l'action préventive et la lutte contre la pandémie de SIDA;
- ii) Des politiques et programmes visant à atténuer les incidences que le SIDA, sous tous ses aspects, a sur les enfants;

iii) Des politiques et programmes visant à lutter contre le trafic illicite et l'abus des drogues dans le but de contribuer à réduire les risques d'infection à VIH;

c) A faciliter l'accès de tous les peuples aux techniques et médicaments appropriés, aux stades de la prévention, du diagnostic et de l'action thérapeutique, et aider à faire en sorte que les intéressés puissent avoir accès à ces techniques et médicaments à un coût raisonnable;

d) A promouvoir la participation active des entreprises du secteur public et du secteur privé, y compris sous forme de contributions financières, à l'action préventive et à la lutte contre le VIH/SIDA, aux échelons local, national et international;

7. Prie le Secrétaire général d'inviter le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé à présenter à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur l'application de la présente résolution.

-----